

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 86 — 1557

1. OKTOBER 1986

Erlass der Exekutive bezüglich der Vergütung der Fahrunkosten für bestimmte Wähler bei Wahlen zum Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Wir, Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

- Aufgrund des Artikels 141 des Wahlgesetzbuches;
 Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 28;
 Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 6. Juni 1984 zur Regelung der Unterzeichnung der Erlasse der Exekutive;
 Aufgrund des Einverständnisses des Gemeinschaftsministers zuständig für den Haushalt vom 1. Oktober 1986;
 Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, wie er durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeändert wurde;
 Aufgrund der Dringlichkeit;
 In Erwägung, dass die Wahlen zum Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft unmittelbar bevorstehen und es unerlässlich ist, die betroffenen Wähler zu informieren und das Verwaltungsverfahren einzuleiten;
 Auf Vorschlag des Vorsitzenden der Exekutive und nach der Beratung vom 1. Oktober 1986,

Beschlissen :

Artikel 1. Die Wähler für den Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die zu einer der folgenden Kategorien gehören, haben Anrecht auf Vergütung der Fahrunkosten für ihre Fahrten in Belgien :

- a) die Personen, die nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie wählen müssen;
- b) die Lohn- und Gehaltsempfänger, die ihren Beruf im Ausland oder in einer anderen Gemeinde ausüben als die, in der sie wählen müssen;
- c) die Familienmitglieder, die bei den unter b erwähnten Personen wohnen;
- d) die Studenten, die aus Studiengründen in einer andern Gemeinde wohnen als die, in der sie wählen müssen;
- e) die Personen, die sich zwecks Behandlung in einem Krankenhaus oder Pflegeheim aufhalten, das in einer anderen Gemeinde liegt als die, in der sie wählen müssen.

Art. 2 § 1. Der unter Artikel 1 erwähnte Wähler kann bis zu drei Monaten nach der Wahl bei der Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Antrag auf Vergütung seiner Fahrunkosten stellen.

Der Antrag wird mittels eines dafür vorgesehenen Formulars eingereicht, entsprechend dem Modell, das vorliegendem Erlass beigelegt ist. Diesem Formular sind folgende Dokumente beizulegen :

- a) die vom Wahlbüro abgestempelte Wahlaufforderung;
- b) eine Bescheinigung, dass der Wähler im Bevölkerungsregister eingetragen ist, wenn es sich um einen unter Artikel 1, a, erwähnten Wähler handelt;
- c) eine vom Arbeitgeber ausgestellte Bescheinigung, dass der unter Artikel 1, b, erwähnte Wähler vom ihm besoldet wird;
- d) eine von der Schulleitung ausgestellte Bescheinigung, dass der unter Artikel 1, d, erwähnte Wähler als regulärer Schüler in dieser Unterrichtsanstalt eingeschrieben ist;
- e) eine vom Krankenhaus oder Pflegeheim ausgestellte Bescheinigung, dass sich der unter Artikel 1, e, erwähnte Wähler dort einer Behandlung unterziehen muss;
- f) gegebenenfalls der vom ihm verwendete Fahrschein für öffentliche Verkehrsmittel.

§ 2. Die Unkosten werden gemäss dem am Wahltag bei der Nationalgesellschaft der Belgischen Eisenbahn gültigen Fahrtaf für Reisende zweiter Klasse zurückerstattet.

Art. 3. Vorliegender Erlass tritt am 13. Oktober 1986 in Kraft.

Art. 4. Der Vorsitzende der Exekutive ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 1. Oktober 1986.

Für die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

B. FAGNOUL,

Vorsitzender der Exekutive,

Gemeinschaftsminister für Finanzen, Ausbildung, kulturelle Animation und Aussenbeziehungen

TRADUCTION

COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 86 — 1557

1^{er} OCTOBRE 1986

Arrêté de l'Exécutif relatif au remboursement des frais de déplacement à certains électeurs lors des élections du Conseil de la Communauté germanophone

Nous, Exécutif de la Communauté germanophone,

- Vu l'article 141 du Code électoral;
 Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 28;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 juin 1984 réglant la signature des arrêtés de l'Exécutif;
 Vu l'accord du Ministre communautaire compétent en matière de budget en date du 1er octobre 1986;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, tel que modifié par la loi du 9 août 1980;
 Vu l'urgence;
- Considérant que les élections du Conseil de la Communauté germanophone sont imminentes et qu'il est indispensable d'informer les électeurs concernés et d'introduire la procédure administrative;

Sur la proposition du Président de l'Exécutif et après la délibération du 1er octobre 1986,

Arrêtons :

Article 1er. Les électeurs du Conseil de la Communauté germanophone qui appartiennent à l'une des catégories suivantes ont droit au remboursement de leurs frais pour leurs déplacements en Belgique :

- a) les personnes qui ne résident plus dans la commune où elles doivent voter;
- b) les personnes qui sont salariées ou appointées et qui exercent leur profession à l'étranger ou dans une autre commune que celle où elles doivent voter;
- c) les membres de la famille des personnes visées au b qui habitent avec celles-ci;
- d) les étudiants qui séjournent en raison de leurs études dans une commune autre que celle où ils doivent voter;
- e) les personnes qui se trouvent en traitement dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé, situés dans une commune autre que celle où elles doivent voter.

Art. 2. § 1er. L'électeur visé à l'article 1er peut demander auprès de l'Administration de la Communauté germanophone le remboursement de ses frais de déplacement, dans les trois mois de l'élection.

La demande est établie sur une formule prévue à cet effet, conforme au modèle annexé au présent arrêté, à laquelle sont joints les documents suivants :

- a) la lettre de convocation estampillée par le bureau de vote;
- b) un certificat d'inscription dans les registres de population s'il s'agit d'un électeur visé à l'article 1er, a;
- c) une attestation de l'employeur établissant que l'électeur visé à l'article 1er, b, est rémunéré par lui;
- d) une attestation de la direction de l'établissement d'enseignement constatant que l'électeur visé à l'article 1er, d, y est régulièrement inscrit;
- e) une attestation de la direction de l'établissement hospitalier ou de la maison de santé constatant que l'électeur visé à l'article 1er, e, s'y trouve en traitement;
- f) le cas échéant, le titre de transport en commun dont il a été fait usage.

§ 2. Les frais sont remboursés sur base du tarif des transports de voyageurs en deuxième classe tel qu'il est appliqué par la Société nationale des Chemins de fer belges le jour de l'élection.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 13 octobre 1986.

Art. 4. Le Président de l'Exécutif est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 1er octobre 1986.

Pour l'Exécutif de la Communauté germanophone :

B. FAGNOUL,

Président de l'Exécutif,

Ministre communautaire des Finances, de la Formation, de l'Animation culturelle et des Relations extérieures

Annexe

Ce formulaire doit être transmis à l'Administration de la Communauté germanophone, Gospert 1-5, 4700 Eupen, au plus tard trois mois après le jour de l'élection.

DECLARATION DE CREANCE (1)

Prière de lire les instructions en bas de page avant de remplir ce formulaire.

Le (la) soussigné(e)

Nom

Prénom

habitant

Rue

N°

N° boîte

Code postal

Localité

déclare qu'il lui est dû par l'Exécutif de la Communauté germanophone le remboursement des frais de déplacement entre les communes (2)

et

Départ

et retour

Destination

pour

Nombre

personnes, à savoir le (la) soussigné(e) et les membres ci-après de la famille

.....

lesquels ont effectué avec lui (elle) le déplacement pour participer au scrutin à l'occasion des élections du

La somme à rembourser sera payée par mandat postal.

La raison du déplacement est la suivante: (3)

Il (elle) certifie que la présente déclaration est sincère et véritable.

Fait à, le 19 ..

Signature

Instructions à suivre :

- (1) Compléter ce formulaire en lettres capitales et le renvoyer, dûment signé à l'Administration de la Communauté germanophone, Gospert 1-5, 4700 Eupen.
- (2) Indiquer le nouveau nom de la commune (après fusion); à défaut de pareille mention, le traitement de votre dossier sera immanquablement retardé.
- (3) Indiquer la lettre correspondant à la raison adéquate :
 - (a) changement de résidence;
 - (b) salariés ou appointés exerçant leur profession dans une autre commune que celle où ils doivent voter (et membres de leur famille);
 - (c) étudiant(e) séjournant en raison de ses études dans une autre commune que celle où il (elle) doit voter;
 - (d) séjour dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé, situés dans une commune autre que celle où l'on doit voter.

Tous les électeurs intéressés doivent joindre à la présente déclaration leur lettre de convocation estampillée par le bureau de vote (l'original, pas de copie) ainsi que, le cas échéant, le titre de transport en commun dont ils ont fait usage. Les électeurs visés au a doivent joindre en outre un certificat d'inscription dans les registres de population; les électeurs visés aux b, c et d doivent joindre en outre une attestation, soit de l'employeur, soit de la direction de l'établissement d'enseignement, soit de l'établissement hospitalier ou de la maison de santé. Les dossiers incomplets seront renvoyés à l'électeur.

Approuvé pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 1er octobre 1986.

Le Président de l'Exécutif de la Communauté germanophone,

B. FAGNOUL

VERTALING

DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 86 — 1557

1 OKTOBER 1986. — Besluit van de Executieve betreffende de terugbetaling van reiskosten aan sommige kiezers bij de verkiezingen van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap

Wij, Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het artikel 141 van het Kieswetboek;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het besluit van de Executieve van 6 juni 1984 houdende regeling van de ondertekening van de besluiten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister bevoegd voor de begroting gegeven op 1 oktober 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verkiezingen van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap onmiddellijk ophanden zijn en dat het dringend noodzakelijk is de betrokken kiezers te informeren en de administratieve procedure in te leiden;

Op de voordracht van de Voorzitter van de Executieve en na de beraadslaging op 1 augustus 1986,

Besluiten :

Artikel 1. De kiezers van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, die tot één van de volgende categorieën behoren, hebben recht op terugbetaling van de kosten voor hun reizen in België :

- a) de personen die niet meer verblijven in de gemeente waar zij moeten stemmen;
- b) de loon- of weddetrekkenden die hun beroep uitoefenen in het buitenland of in een andere gemeente dan die waar zij moeten stemmen;
- c) de leden van het gezin van de onder b bedoelde personen, die met hen samenwonen;
- d) de studenten die ter wille van hun studien verblijven in een andere gemeente dan die waar zij moeten stemmen;
- e) de personen die in behandeling zijn in een verpleeg- of gezondheidsinrichting, gelegen in een andere gemeente dan die waar zij moeten stemmen.

Art. 2. § 1. De in artikel 1 bedoelde kiezer kan bij de Administratie van de Duitstalige Gemeenschap terugbetaling van zijn reiskosten vorderen binnen drie maanden na de verkiezing.

De vordering wordt gesteld op een formulier overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model, waarbij de volgende stukken worden gevoegd :

- a) de door het stembureau afgestempelde oproepingsbrief;
- b) een bewijs van inschrijving in de bevolkingsregisters wanneer het een in artikel 1, a, bedoelde kiezer betreft;
- c) een attest van de werkgever waaruit blijkt dat de in artikel 1, b, bedoelde kiezer door hem wordt bezoldigd;
- d) een attest van de directie van de onderwijsinrichting, waaruit blijkt dat de in artikel 1, d, bedoelde kiezer er regelmatig ingeschreven is;
- e) een attest van de directie van de verpleeg- of gezondheidsinrichting, waaruit blijkt dat de in artikel 1, e, bedoelde kiezer er in behandeling is;
- f) in voorkomend geval, het gebruikte reisbiljet.

§ 2. De kosten worden terugbetaald op basis van het tarief voor het vervoer van reizigers in tweede klasse zoals dat door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen op de dag van de verkiezing wordt toegepast.

Art. 3. Dit besluit treedt op 13 oktober 1986 in werking.

Art. 4. De Voorzitter van de Executieve is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 1 oktober 1986.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

B. FAGNOUL,

Voorzitter van de Executieve,

Gemeenschapsminister van Financiën, Vorming, Culturele Animatie en Buitenlandse Betrekkingen

